



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Ressources - Organismes Extérieurs - Société Publique Locale TaM - Avance en compte courant - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier sont actionnaires de la Société Publique Locale (SPL) TaM au capital de 4 286 000 € composé de 34 288 actions de 125 € par action. Elles détiennent respectivement 68,92% et 31,08% du capital, et occupent respectivement 5 et 2 postes (dont la Présidence) sur 7 au sein du conseil d'administration de la société.

La SPL TaM exerce plusieurs activités : gestion des transports urbains, gestion des stationnements en ouvrages et du stationnement sur voirie, réalisation de mandats de maîtrise d'ouvrage pour les infrastructures de mobilité, et gestion d'un CFA. Dans le cadre des projets structurants mis en œuvre par la Métropole (déploiement de la gratuité, réalisation de ligne 5 de tramway, rénovation du réseau actuel...) la SPL TaM constitue un outil majeur.

La crise liée à la Covid-19 a fortement impacté les comptes de la société TaM en 2020 comme en 2021 et 2022, entraînant une dégradation du fonds de roulement et de la trésorerie. Afin de limiter les impacts de cette crise économique, la société a fait appel à des Prêts Garantis par l'Etat (PGE) pour un montant de 8M€ et a mis en place plusieurs actions pour limiter ses charges.

Compte tenu des difficultés de trésorerie rencontrées par la société qui fait face à un contexte économique complexe, en lien d'une part avec les conséquences de la crise sanitaire ayant entraîné une baisse de la fréquentation, et des recettes commerciales sur le réseau des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole, et d'autre part avec les conséquences d'une crise énergétique induite par la hausse des coûts de l'énergie et des charges du réseau de transport, et afin d'éviter à la société d'avoir recours à des concours bancaires coûteux, l'actionnaire souhaite lui consentir une avance en compte courant d'associé. Conformément à l'article L.1522-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), *« les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, en leur qualité d'actionnaires, prendre part aux modifications de capital ou allouer des apports en compte courant d'associés aux sociétés dans les conditions définies à l'article L.1522-5. »*

Dans ce cadre, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole réalise un versement exceptionnel de 1 500 000 € sous forme d'apport en compte courant auprès de la SPL TaM.

En application des articles L.1522-4 et L.1522-5 du CGCT, et sur la base du rapport du représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au Conseil d'administration de la SPL, le Conseil d'Administration de la société, en date du 26 octobre 2022, a autorisé le principe d'une avance en compte courant d'associé de 3 000 000 €, dont 1 500 000€ en provenance de la Métropole et 1 500 000 € en provenance de la Ville de Montpellier.

Il convient ainsi à l'assemblée délibérante d'autoriser l'avance en compte courant de la Métropole, notamment compte tenu des éléments ci-dessous vérifiés conformément à l'article L.1522-5 du CGCT. Il s'agit de la première avance en compte courant d'associé. Il n'existe donc actuellement aucune avance en compte courant d'associés non remboursée à ce jour auprès de la SPL.

Les capitaux propres de la société au 31 décembre 2021, avant transformation de SAEML en SPL, restent supérieurs à la moitié du capital social. Les capitaux propres s'élèvent à 19 315 K€ pour un capital de 4 286 K€.

La totalité des avances déjà consenties par Montpellier Méditerranée Métropole à des SAEML et SPL n'excède pas, avec cette avance, 5% des recettes réelles de la section de fonctionnement du budget de la Collectivité.

Les avances en compte courant donnent lieu à une convention d'apport en compte courant intervenant entre chaque actionnaire et la SPL, régie par les dispositions de l'article L.1522-5 du CGCT et prévoyant le montant de l'avance à verser en une seule fois à la date d'exécution de la convention.

L'avance de 1.5 millions d'euros de Montpellier Méditerranée Métropole est consentie à titre gracieux (non productive d'intérêts), pour une durée maximale de deux ans, renouvelable une fois sur accord express de la Collectivité actionnaire.

Le remboursement de l'avance se fera à terminaison ou par anticipation selon le choix de la SPL. L'avance pourra aussi faire l'objet d'une transformation en capital au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ; elle pourra également faire l'objet d'un remboursement partiel et d'une transformation en capital.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'une avance en compte courant d'associé de 1.5 M€ non productive d'intérêt à la SPL TaM visant à assurer le besoin de trésorerie court terme, pour une durée maximale de deux ans à compter de la date d'exécution de la convention ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Mathilde BORNE, M. Sébastien COTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 07/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-212510-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet convention ACC SPL TaM.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.